



Assemblée générale

Distr. générale
24 janvier 2001
Français
Original: anglais

Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants

Deuxième session de fond

New York, 29 janvier-2 février 2001

Point 4 de l'ordre du jour provisoire*

Modalités d'organisation du processus préparatoire et de la session extraordinaire

Projet d'ordre du jour provisoire et questions d'organisation concernant la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants

Note de la Présidente du Comité préparatoire

1. La Présidente du Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants a l'honneur de porter ce qui suit à l'attention du Comité.

I. Introduction

2. Dans sa résolution 54/93 du 7 décembre 1999, l'Assemblée générale a décidé de convoquer en 2001 une session extraordinaire consacrée au suivi du Sommet mondial pour les enfants. Dans sa résolution 55/26 du 20 novembre 2000, l'Assemblée a décidé, entre autres dispositions, de tenir la session extraordinaire du 19 au 21 septembre 2001 et de la dénommer « session extraordinaire consacrée aux enfants ». Si l'on tient compte des sessions extraordinaires de l'Assemblée générale déjà prévues pour 2001, la session extraordinaire consacrée aux enfants sera la vingt-septième session extraordinaire de l'Assemblée générale.

II. Projet d'ordre du jour provisoire de la session extraordinaire

3. Conformément à la pratique suivie pour les précédentes sessions extraordinaires, le projet d'ordre du jour provisoire ci-après est proposé :

1. Ouverture de la session par le chef de la délégation à laquelle appartient le Président de la cinquante-sixième session ordinaire de l'Assemblée générale.
2. Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation.
3. Pouvoirs des représentants à la session extraordinaire de l'Assemblée générale :
 - a) Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs;
 - b) Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.

* A/AC.256/7.

4. Élection du Président.
5. Rapport du Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants.
6. Organisation de la session.
7. Adoption de l'ordre du jour.
 - Question(s) de fond [à compléter]
 - Adoption du (des) documents(s) final(s).

III. Dispositions concernant l'organisation de la session

4. Conformément à la pratique suivie, et compte tenu des décisions déjà prises par l'Assemblée générale, les dispositions ci-après sont proposées concernant l'organisation de la session extraordinaire.

Date et durée

5. Conformément à la résolution 55/26 de l'Assemblée générale, la session extraordinaire se tiendra du 19 au 21 septembre 2001.

Titre de la session extraordinaire

6. Conformément à la résolution 55/26 de l'Assemblée générale, la session extraordinaire sera intitulée « Session extraordinaire consacrée aux enfants ».

Président

7. La session extraordinaire devrait être placée sous la présidence du Président de la cinquante-sixième session ordinaire de l'Assemblée générale.

Vice-Présidents

8. Les Vice-Présidents de la session extraordinaire devraient être les mêmes que ceux de la cinquante-sixième session ordinaire de l'Assemblée générale.

Comité spécial plénier

9. L'Assemblée générale devrait constituer un Comité spécial plénier de la vingt-septième session ordinaire.

10. Le Bureau du Comité spécial plénier devrait se composer d'un président et de quatre vice-présidents, l'un d'entre eux remplissant les fonctions de rapporteur. Le Bureau du Comité préparatoire devrait assurer les fonctions du Bureau du Comité spécial plénier.

Commission de vérification des pouvoirs

11. La Commission de vérification des pouvoirs de la session extraordinaire devrait avoir la même composition que la Commission de vérification des pouvoirs de la cinquante-sixième session ordinaire de l'Assemblée générale.

Bureau

12. Le Bureau devrait se composer du Président et des 21 Vice-Présidents de la session extraordinaire, des Présidents des six grandes commissions de la cinquante-sixième session ordinaire de l'Assemblée générale et du Président du Comité spécial plénier.

Règlement intérieur

13. Le Règlement intérieur de la session extraordinaire devrait être celui de l'Assemblée générale.

Répartition des questions inscrites à l'ordre du jour

14. L'examen de tous les points du projet d'ordre du jour provisoire devrait être renvoyé à l'Assemblée plénière et l'examen des questions de fond devrait être renvoyé au Comité spécial plénier.

Niveau de représentation

15. Conformément à la résolution 54/93, les participants à la session extraordinaire auront le plus haut niveau possible.

Calendrier des séances plénières

16. Six séances plénières se tiendraient comme suit :

Mercredi 19 septembre,

9 heures à 13 heures

15 heures à 19 heures

Jeudi 20 septembre,

9 heures à 13 heures

15 heures à 19 heures

Vendredi 21 septembre,

9 heures à 13 heures

15 heures à 19 heures

Débats en séance plénière

17. La durée des interventions en séance plénière ne devrait pas dépasser cinq minutes.

18. La liste des orateurs participant au débat en séance plénière devrait être établie par tirage au sort.

19. Les États Membres, le Saint-Siège et la Suisse, en leur qualité d'États ayant le statut d'observateur, et la Palestine, en sa qualité d'observateur, seraient invités à prendre part au tirage au sort.

20. La liste des orateurs serait établie selon l'ordre de préséance ci-après : a) chefs d'État et de gouvernement; b) vice-présidents et princes du sang; c) personnalités de plus haut rang représentant le Saint-Siège et la Suisse, en leur qualité d'États ayant le statut d'observateur, et de la Palestine, en leur qualité d'observateur; d) les premiers ministres adjoints; e) les ministres; f) les ministres adjoints; et g) les chefs de délégation.

Participation des États Membres

21. Dans sa résolution 55/26, l'Assemblée générale a réaffirmé que les États Membres devaient participer pleinement et efficacement à sa session extraordinaire. Dans ses résolutions 54/93 et 55/26, elle a invité les chefs d'États et de gouvernement à y participer.

Participation d'orateurs autres que des représentants des États Membres

22. Les observateurs pourront faire des déclarations lors du débat en séance plénière selon les modalités ci-après :

a) Plusieurs organisations et entités ont reçu une invitation permanente à participer en qualité d'observateurs aux sessions et aux travaux de l'Assemblée générale;

b) Conformément aux résolutions 54/93 et 55/26 de l'Assemblée générale, les États membres d'institutions spécialisées qui ne sont pas membres de l'Organisation des Nations Unies seront invités à participer aux travaux de la session extraordinaire en qualité d'observateurs;

c) Conformément à la résolution 55/26 de l'Assemblée générale, les membres associés ci-après des commissions régionales seront invités à participer à la session extraordinaire, sous réserve des dispositions de son règlement intérieur, en qualité d'observateurs : Anguilla, Antilles néerlandaises, Aruba, Commonwealth des Îles Mariannes septentrionales, Guam, Îles Cook, îles Vierges américaines, îles Vierges britanniques, Montserrat, Nioué, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française, Porto Rico, Samoa américaines.

23. Les entités du système des Nations Unies, y compris les programmes, fonds, institutions spécialisées et commissions régionales, possédant des compétences spécialisées dans le domaine auquel la session extraordinaire est consacrée pourront être invités à participer au débat en séance plénière sous réserve qu'ils soient représentés au plus haut niveau. Les représentants des organismes des Nations Unies pourront aussi faire des déclarations au Comité spécial plénier.

24. Un petit nombre d'organisations non gouvernementales possédant des compétences particulières dans le domaine auquel la session extraordinaire est consacrée pourront être invitées à participer au débat en séance plénière en fonction du temps disponible. Les organisations gouvernementales choisiront des porte-parole en leur sein dont elles fourniront la liste au Président de l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Secrétariat. Le Président de l'Assemblée générale sera invité à choisir les organisations non gouvernementales qui prendront la parole lors du débat en séance plénière dans le respect de l'égalité et de la transparence et compte tenu de la représentation géographique et de la diversité des organisations non gouvernementales. Les représentants de ces organisations non gouvernementales pourront aussi faire des déclarations au Comité spécial plénier.

25. Les deux dernières positions sur la liste des orateurs de chaque séance plénière, exception faite de la première et de la dernière séance, pourront être réservées à des participants autres que les États Membres, le Saint-Siège, la Suisse et la Palestine, sous réserve qu'ils soient représentés au plus haut niveau.

26. Les dispositions décrites dans les paragraphes 23 à 25 ci-dessus ne pourront en aucun cas créer de précédent pour d'autres sessions extraordinaires de l'Assemblée générale.